



Le conflit syrien : origines et implications

d'après la conférence de Frédéric PICHON, enseignant, chercheur

Le but de l'exposé n'est pas tant de prédire l'avenir que de comprendre la situation en Syrie, même si quelques pistes de sortie de crise seront envisagées. La situation est de fait plus complexe et nuancée que ne la décrit la presse française, plus simplificatrice que ses homologues allemande, britannique, américaine et même arabe. Un récent séjour sur place confirme les intuitions pressenties sur les causes et l'évolution du conflit.

I. RETOUR SUR PLUS DE TROIS ANS DE CONFLIT

a) La résilience du régime

Une erreur fondamentale a été commise dès le début de la crise, en mars 2011, par la diplomatie internationale et en particulier française. La résilience du gouvernement ou du régime a été largement sous-estimée. Il devait tomber dans la foulée du « printemps arabe » pour A. Juppé comme pour L. Fabius, plus tard. Or le régime, fondé par Hafez el-Assad en 1970, est un régime configuré pour la guerre. La présence des forces de sécurité, l'existence de treize services de renseignements, mis en concurrence, sont là pour témoigner de la complexité du système syrien. Le régime se sent, dès son origine, menacé et potentiellement victime d'une tentative de déstabilisation. Ressenti comme carceral et oppresseur en tant de paix, il a montré ses « vertus » en temps de guerre.

Au-delà de l'encadrement sécuritaire, on a également sous-estimé le soutien d'une partie importante de la population. Le régime a su tirer parti du système de l'*asabyya*, « groupe de solidarité », fondé sur des liens familiaux, territoriaux et communautaires. Il repose tout d'abord sur les Alaouites (10% de la population), mais s'est étendu à d'autres catégories minoritaires, Druzes, Ismaéliens, Chiites, Chrétiens (estimés à environ 500 000 aujourd'hui)... Cela va au-delà de l'idée d'un clan alaouite qui aurait vampirisé l'État. Assad a su également tisser des liens avec la bourgeoisie sunnite sans laquelle on ne peut rien faire en Syrie. Une des clefs de sortie de crise repose d'ailleurs sur la réintégration politique de la communauté sunnite (72% de la population), qui n'a pas forcément et majoritairement en tout cas, pris les armes contre le gouvernement.

Le virage « bourgeois », opéré par le parti Baas dès les années 1990, s'est accentué dans les années 2000, avec l'arrivée au pouvoir de Bachar. Ouverture à la mondialisation et privatisations ont profité à la bourgeoisie sunnite. Bachar a même épousé une représentante de cette bourgeoisie sunnite, Asma Akhras.

Le vice-président syrien est également un Sunnite, originaire de Deraa d'où est partie la révolte.

Sur place, dans les zones gouvernementales, pas d'enthousiasme pour la figure du chef, mais une partie de la population tient à l'État et au gouvernement, parce qu'il incarne la sécurité. Le régime a eu l'habileté de faire de la crise un enjeu sécuritaire.

On ne peut résumer le conflit en un combat des Alaouites et des minorités associées contre les Sunnites. Si la majorité des rebelles est d'origine sunnite, la majorité de la population vivant dans les zones tenues par le gouvernement l'est aussi !

b) L'impossible intervention internationale

En dépit des attaques chimiques perpétrées à Damas, pendant l'été 2013, il n'y a pas eu d'intervention internationale. Une première explication tient à la position de verrou stratégique et à la géographie de la Syrie.

La Syrie dispose de frontières avec la Turquie, l'Irak, la Jordanie, Israël et le Liban et d'un accès à la mer. Hafez, surnommé « le Bismarck du Moyen-Orient » a bâti un État fort, doté d'une bonne capacité de nuisance à l'extérieur de ses frontières, utilisant même l'arme du terrorisme.

Pour Israël, avec lequel prévaut un pacte non-écrit de non-agression, depuis 1973, la Syrie est devenue le « meilleur ennemi ».

Au Nord et Nord-Est, la population kurde a été instrumentalisée avec la délivrance de 300 000 passeports syriens dès 2011. Autorisés à s'armer, en vue de résister aux attaques turques et aux rebelles, les Kurdes ont permis à Bachar de se retirer de ce territoire. Ils ont empêché toute intervention en provenance de la Turquie, très sensible à la question kurde. Mais face aux djihadistes, et en particulier à Kobané, les Kurdes paient actuellement lourdement leurs avantages acquis.

Quant au Liban, « pris en mâchoire » par son voisin, son équilibre est fragile et déjà lourdement impacté par l'afflux de réfugiés syriens en grand nombre et l'infiltration de rebelles islamistes. Ceci touche directement les grandes puissances, dont la France très présente au Liban.

Une deuxième explication à l'impossible intervention internationale tient aux capacités techniques militaires de la Syrie, fournies par les Russes et notamment à ses batteries anti-aériennes. Le pays a su déployer une stratégie défensive, de déni d'accès à son espace aérien et dispose également de missiles anti-navires performants, même si leur utilisation est sous dépendance russe.

c) L'internationalisation de la crise

Les vétos russe et chinois ont paralysé la communauté internationale. L'intervention en Lybie a été ressentie comme un véritable camouflet par ces pays et des pays émergents comme le Brésil, l'Argentine et l'Afrique du Sud. La Russie en particulier s'accroche en Syrie, non seulement pour des questions d'intérêt (base navale de Tartous...), mais surtout pour des raisons de principe. Le temps n'est plus aux interventions visant à déposséder un pays de sa souveraineté, à l'application unilatérale du droit d'ingérence par le « petit » club des puissances occidentales. De nombreux pays, à la suite de la Russie, aspirent à d'autres formes d'action et de diplomatie.

Il faut souligner par ailleurs la forte implication de la France ; elle a été la première à reconnaître la Coalition nationale syrienne, à convoquer des conférences comme celle des « amis du peuple syrien » (juillet 2012), à essayer de préparer la chute et le remplacement de Bachar par l'instauration d'un régime de transition. Mais l'opposition, combattue par le régime depuis plusieurs décennies, et donc décimée, n'a pas réussi à se structurer, à trouver des relais sur place. Les perspectives envisagées ont échoué.

La présence iranienne s'est montrée très active également et demeure très visible. L'ouverture de lignes de crédit évaluées à plusieurs milliards de dollars soutient l'économie, dans les zones gouvernementales. De façon surréaliste, on semble y vivre normalement et le ravitaillement est assuré. Pour l'Iran, la Syrie appartient à l'axe d'influence qu'elle entend promouvoir vers la Méditerranée, via le Sud Liban. Elle est aidée en cela par le régime chiite, mis en place en Irak grâce aux Américains, dans le cadre de la tentative de démocratisation initiée dans ce pays.

Derrière la France, faisant partie des « amis de la Syrie », et suivant les mêmes orientations, on trouve le Qatar et la Turquie, ces dernières semaines. Plus encore, on observe un alignement de notre pays sur les desiderata de ces deux pays ! Quant aux Etats-Unis, ils demeurent en retrait et semblent s'effacer depuis l'abandon, en septembre 2013, du projet de « punir » Bachar pour les attaques chimiques, constatées sur le terrain.

d) Montée en puissance de l'islamisme

Elle a été dès le départ sous-estimée. Ceux qui avaient repéré la prise en main par les Islamistes de la rébellion, étaient considérés comme des suppôts du régime syrien, non crédibles.

L'Armée syrienne libre n'a jamais existé. L'idée d'une opposition modérée et démocrate a été soutenue car elle correspondait à nos propres orientations, elles-mêmes, erronées. L'ASL a coopéré ces derniers mois avec *Al-Qaïda*, voire avec l'État Islamique.

Le mouvement n'a jamais été unifié. Il n'a pas été possible de former des rebelles loyaux aux Occidentaux, de les équiper pour assurer un régime de transition. Des dissensions ont toujours existé entre les Syriens eux-mêmes, et en raison du jeu trouble joué par les Qataris et les Saoudiens, les uns et les autres rivaux dans la recherche du leadership sur le monde sunnite et musulman. Joe Biden a reconnu que dès le début, ce sont les alliés arabes et turcs qui ont « pourri » la situation en Syrie.

La presse française est longtemps restée sceptique face aux attentats commis par *Al-Qaïda*, dès 2012, et dénoncés par le régime. Coup monté par la propagande gouvernementale, pensait-on. En juin 2014, force a été de constater la réalité de la montée en puissance de l'État Islamique. Dès 2012 le groupe *Jabhat al Nosra* était présent.

En juin 2014, se constitue une zone grise dans le nord et l'est de la Syrie, dans laquelle prospèrent des groupes terroristes qui se sont emparés de villes et de ressources pétrolières. Ces groupes deviennent la priorité aujourd'hui, par rapport au renversement de Bachar.

L'idée d'une instrumentalisation des groupes terroristes par le régime, pour se mettre en position de négocier dans de bonnes conditions, n'est guère soutenable. Il faut plutôt s'interroger sur les circuits financiers et le rôle de certains pays comme la Turquie, par où transitent les terroristes.

II. UN CONFLIT À TIROIRS

a) Les campagnes contre les villes

Si on superpose les zones rebelles, au début du conflit avec certaines indications socio-économiques, on constate que celles-ci correspondent à des régions arabes sunnites et à des espaces négligés lors du passage d'une économie dirigiste, imposée par le parti Baas en 1963, à une économie de marché. La transition s'accélère dans les années 2000. L'économie se libéralise à la demande des entrepreneurs syriens et notamment de la bourgeoisie sunnite, commerçante. L'État Providence ne peut plus assurer travail et subsistance aux masses de jeunes, en recherche d'emploi. Les investissements qataris et saoudiens affluent. Dans ce contexte, les métropoles profitent de la libéralisation de l'économie, mais les campagnes restent sur le bord de la route. Les premières zones touchées par la rébellion seront les périphéries urbaines et les petites villes déclassées. Leur désir de revanche sur les citadins est un des ressorts de la crise syrienne, en particulier à Deraa, Hama, Alep.

b) Alaouites et Sunnites

La contestation d'origine socio-économique se superpose avec des revendications d'ordre confessionnel. La révolte a été soutenue et attisée par des chaînes arabes dont *Al Jazeera* et son prédicateur vedette al-Qaradawi. La rivalité s'est exacerbée entre Alaouites, Chiites et Sunnites et leur affrontement a donné lieu à de violentes opérations de vengeance et de représailles.

Quant aux Chrétiens, même victimes d'exactions (Maaloula, Homs...), ils ne sont pas spécifiquement ciblés par l'opposition syrienne ou même les brigades islamistes. Ils le sont à Mossoul par l'Etat Islamique. Mais ils restent le maillon faible dans ce conflit, sans territoire propre et sans armes.

c) Leadership régional : la rivalité saoudo-qatarie et la menace iranienne

Pour Qataris et Saoudiens, rivaux pour assurer le leadership régional, l'Iran et l'arc chiite passant par l'Irak, la Syrie et le Liban Sud menacent de couper le monde sunnite en deux, avec la Turquie au nord.

Le monde musulman se sent orphelin de son unité, d'un califat (aboli en 1924), d'une légitimité politico-religieuse qui pourrait le représenter. L'Etat Islamique vient dangereusement combler une aspiration globale à l'unité, et apparaît même chez les Musulmans modérés, comme une issue pour éviter la marginalisation des Sunnites. C'est dire la gravité de la situation et de la crise !

d) Une nouvelle guerre froide : Russie/Occident

Le port escale de Tartous offre à la Russie des facilités maritimes cruciales, mais il ne faut pas surestimer son importance dans la crise. La position russe est une question de principe. Il n'y a pas d'attachement particulier à la personne de Bachar, mais le souhait que la transition soit envisagée dans le premier cercle et sans obligation préalable de son départ.

e) La question énergétique

La Syrie avait en 2010 des réserves pétrolières estimées à deux milliards cinq cent mille barils et des réserves gazières importantes, à l'intérieur et le long de son littoral.

La Syrie est un lieu de passage stratégique pour le gaz et pétrole moyen-oriental. Le gaz naturel liquéfié du Qatar, transporté par bateau, passe par le détroit d'Ormuz, sous la surveillance de l'Iran. Un projet de gazoduc empruntant les territoires syrien et turc s'est vu opposer un refus de la part de la Syrie, influencée par les Russes. S'il ne suffit pas à expliquer le conflit, l'enjeu énergétique reste un facteur d'explication déterminant.

III. ET APRÈS ?

a) Quelle transition politique ? Le spectre de l'Irak

L'émergence d'une opposition reconnue, représentative et unie s'est révélée impossible. Et l'exemple irakien montre qu'il faut éviter une transition brutale et préserver l'appareil politico-militaire. Il faut rappeler que l'Etat Islamique est

constitué militairement, à 90%, par d'anciens militaires baasistes, mis à la retraite en 2003, lors de l'invasion irakienne par les Américains !

Après l'échec des conférences de Genève, l'opposition reconnaît, au bout de quatre ans, qu'une transition est impossible sans inclure des membres du premier ou deuxième cercle du gouvernement syrien, y compris peut-être Bachar pour un temps. On ne croit plus pouvoir aboutir à une solution politique sans le maintien d'une partie des structures politico-militaires.

b) Armer les rebelles ?

Des rebelles ont été armés dès le début par des donateurs du Golfe, qataris, saoudiens. Mais l'Occident a fourni également des armes non létales, du moins officiellement. Par contre il n'y a pas eu de livraison de missiles anti-aériens.

En 2013, des brigades armées formées par les USA sont passées du côté d'*Al Nosra* et de l'E.I. Des armes croates achetées par l'Arabie Saoudite, datant de la guerre yougoslave et destinées au front islamique, se sont retrouvées dans de mauvaises mains. Ces écueils prévisibles empêchent d'imaginer une solution du conflit du côté de l'armement des rebelles.

c) Vers une partition du pays ?

La partition existe déjà. Les zones gouvernementales recourent des régions confessionnelles alaouites, comme Lattaquié, berceau de leur peuplement, mais sans exclusive d'autres religions. Le régime s'est replié sur une Syrie utile qui va du sud de Damas jusqu'au littoral méditerranéen en passant par Damas, Homs et Hama. 60% de la population syrienne y vit, mais 70% du territoire du pays n'est plus contrôlé.

Un État alaouite regroupé autour de Lattaquié serait difficilement viable malgré les réserves pétrolières et gazières du littoral. Un Kurdistan syrien au nord ne pourrait s'établir que sur un territoire sans continuité.

L'histoire met en garde contre les partitions de nationalités souvent sources d'injustices et de violences.

d) Un nouveau paradigme des relations internationales ?

On assiste à un basculement du monde. Les pays émergents expriment le souci constant du respect de leur souveraineté et leur souhait de mettre fin à l'unilatéralisme.

Les États-Unis, sans être en déclin, adoptent la théorie du « smart power » (ou pouvoir intelligent), c'est-à-dire une politique qui cherche à modérer l'usage de la force, plus dans le retrait que dans la rupture, avec des initiatives ponctuelles plutôt qu'un plan d'ensemble.

Cela suppose une adéquation à un contexte, qui est aujourd'hui celui de l'élargissement de la communauté internationale à la planète tout entière et non plus à un seul club de privilégiés.

La crise autour de l'émergence de l'E.I. remet fondamentalement en cause la puissance des États-Unis dans la région. La confiance n'est plus de mise avec leurs partenaires arabes habituels et avec la Turquie. On peut anticiper leur retrait de la région où leurs intérêts énergétiques ne sont plus véritablement en jeu.

Mais les entrepreneurs américains sont déjà en Iran ! Quant à la France, elle semble toujours à la traîne ...



Bibliographie : « *Syrie - Pourquoi l'Occident s'est trompé* », Editions du Rocher (2014)